REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2024 - 2026 (D P B E P)

RAPPORT DE PRESENTATION

SOMMAIRE

INTRODUCTION 3

I-EVOLUTION MACROECONOMIQUE 2020-2026 4

I.1 Situation économique 2020-2022 4

I.2 Projections économiques 2023 et perspectives 2024-2026 5

II. EVOLUTION FINANCIERE 2020-2026 9

II.1 Evolution récente des finances publiques 2020-2023 9

II.2 Perspectives des finances publiques 2024-2026 10

III. SITUATION FINANCIERE DES ORGANISMES PUBLICS, COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DISTRICTS AUTONOMES 12

III.1 Entreprises du portefeuille de l'Etat 12

III.2 Etablissements Publics Nationaux 13

III.3 Institutions de Prévoyance Sociale 13

III.4 Collectivités territoriales et Districts autonomes 14

IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2024-2026 15

IV.1 Projections des ressources du budget de l'Etat 15

IV.2 Projections des dépenses du budget de l'Etat 17

IV.3 Répartition des projections par fonction 19

IV.4 Répartition des projections par piliers du PND 2021-2025 20

CONCLUSION 22

ANNEXES 23

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2024 - 2026 (D P B E P)

RAPPORT DE PRESENTATION

INTRODUCTION

En application de l'article 45 de la Loi Organique n° 2014-336 du 05 juin 2014 relative aux Lois de Finances, la Loi de Finances de l'année est accompagnée d'un certain nombre de documents, dont le Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP) qui sert également de base pour le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB). C'est dans le cadre de la mise en œuvre de cette disposition que le présent document est élaboré.

Sur la base du cadre macroéconomique, du contexte socio-politique et des orientations de la politique générale du Gouvernement, le DPBEP évalue sur trois (03) ans le niveau global des recettes attendues et des dépenses programmées par l'Etat. Il couvre également la situation financière des collectivités décentralisées, des entreprises publiques, des établissements publics nationaux et des organismes de protection sociale.

Le DPBEP fixe les objectifs d'équilibre budgétaire et financier sur le moyen terme, en application des dispositions du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Dans le cadre du présent DPBEP couvrant la période 2024-2026, les projections budgétaires sont établies sur la base d'une prévision de croissance réelle du Produit Intérieur Brut (PIB) de 7,0% en 2024, de 7,2% en 2025 et en 2026. Ces prévisions interviennent dans un contexte international marqué par la maîtrise de la pandémie de la Covid-19, les crises socio-politiques au Burkina Faso, au Mali et en Guinée et la persistance de la crise ukrainienne.

Le DPBEP 2024-2026 est élaboré en cohérence avec la stratégie de développement du Gouvernement, en particulier avec l'ensemble des stratégies sectorielles qui tirent leurs fondements dans le Plan National de Développement (PND) couvrant la période de 2021 à 2025. Il permet d'assurer une meilleure déclinaison des stratégies sectorielles et des programmes d'actions dans les projets de budget sur la période 2024-2026.

Les données économiques et budgétaires présentées dans ce document sont provisoires et peuvent connaitre des évolutions par la prise en compte d'informations nouvelles qui pourraient apparaitre dans les mois à venir avant l'adoption du projet de budget 2024.

Le présent document qui vise à donner des indications sur les orientations budgétaires et économiques du Gouvernement, se décline en quatre (04) parties :

I. Evolution macroéconomique 2020-2026 ;
II. Evolution des finances publiques 2020-2026 ;
III. Situation financière 2020-2026 des organismes publics, des Collectivités Territoriales et des Districts Autonomes ;
IV. Programmation budgétaire 2024-2026.

I-EVOLUTION MACROECONOMIQUE 2020-2026

I.1 Situation économique 2020-2022

L'activité économique en **2020** a été marquée par les effets négatifs de la pandémie de la Covid-19. Ainsi, après un taux de croissance de 6,5% en 2019, l'économie ivoirienne a enregistré une croissance de 1,7% en 2020, soit une baisse de 4,8 points, en relation, notamment avec (i) un environnement international moins favorable, marqué par la perturbation du commerce international du fait de la Covid-19, (ii) les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la propagation de cette pandémie et surtout, (iii) l'interruption de certaines activités économiques et le ralentissement du rythme de travail dû aux mesures de confinement.

En **2021**, l'activité économique a affiché un taux de progression satisfaisant de +7,4% grâce (i) au redressement de l'économie mondiale qui a entrainé une hausse de la demande des matières premières et donc de leurs cours, (ii) à la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire ainsi que du Plan de riposte sanitaire, (iii) à l'allègement des mesures de lutte contre la Covid-19, (iv) au maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire, (v) au dynamisme de la consommation des ménages et surtout (vi) à l'amélioration du climat des affaires.

Concernant l'activité économique en **2022**, elle a évolué dans un environnement socio-économique marqué par la maîtrise de la pandémie de Covid-19 ainsi que le maintien de la stabilité socio-politique et sécuritaire. Aussi, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance ont facilité le maintien de la dynamique de croissance de l'économie en dépit des effets de la crise ukrainienne. Ainsi, le taux de croissance de l'économie ivoirienne est ressorti à 6,7%.

L'inflation a progressé de 5,2% en 2022, après 4,2% en 2021, au-delà du seuil communautaire de 3%. Cette progression est liée d'une part, aux perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par les différentes crises, notamment la crise ukrainienne et d'autre part, aux prix élevés de l'énergie qui se sont maintenus en 2022. En outre, le déficit d'offre locale de la production agricole au cours de la campagne 2021/2022 et l'accentuation des risques sécuritaires des pays limitrophes continuent d'affecter l'approvisionnement normal des marchés en produits vivriers amplifiant ainsi la pression sur les prix.

En 2022, **le compte des transactions courantes** a enregistré un déficit de **3.005,2** milliards de FCFA (-6,9% du PIB), après celui de **1.593,8** milliards de FCFA (-4,0% du PIB) en 2021. Ce creusement est dû à la baisse de l'excédent des biens et à l'aggravation du déficit des services et des revenus. Quant au solde global, il est ressorti déficitaire en 2022 (-0,7% du PIB) après un excédent en 2021 (2,8% du PIB) en raison de la non couverture du besoin de financement par des entrées nettes de capitaux étrangers.

A fin 2022, **la situation monétaire** a enregistré, par rapport à 2021, une croissance de la masse monétaire de **1.391,2** milliards de FCFA (+9,1%), des créances intérieures de **1.947,3** milliards de FCFA (+14,1%) et un repli des actifs extérieurs nets de **320,3** milliards de FCFA (-7,6%).

I.2 Projections économiques 2023 et perspectives 2024-2026

Après un taux de croissance de 6,7% en 2022, l'économie ivoirienne devrait évoluer de 7,2 % en 2023, en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du Pan National de Développement (PND) 2021-2025, à travers le maintien de la stabilité socio-politique, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.

Les prévisions de la période 2024-2026 sont fondées sur les points suivants :

- ✓ la bonne exécution du PND 2021-2025 ;
- ✓ la poursuite de la reprise graduelle des activités économiques mondiale et intérieure ;
- ✓ la fin des perturbations des circuits d'approvisionnement ;
- ✓ la densification des politiques d'attractivité ;
- ✓ l'accroissement des investissements directs étrangers ;
- ✓ la mitigation des problèmes sécuritaires aux frontières nord du Pays ;
- ✓ la non intensification de la crise ukrainienne ;
- ✓ la mitigation des effets de la crise ukrainienne sur l'économie nationale ;
- ✓ le renforcement du cadre de financement des PME et PMI ;
- ✓ l'affermissement de la trésorerie de l'Etat.

Ainsi, l'évolution de l'économie, suivant ses composantes se présenterait comme ci-après.

Au niveau de l'offre, le secteur primaire devrait connaître une baisse (-0,4% en 2023 contre +5,1% en 2022) en relation avec la régression de l'agriculture d'exportation (-1,5%) en dépit de la croissance de l'agriculture vivrière (+2,0%), de la sylviculture (+0,4%) et de la pêche (+0,7%).

La baisse de l'agriculture d'exportation résulterait de la diminution des productions de cacao (-9,7%) et de café (-5,2%) en dépit de la progression des productions des autres spéculations. Ce fléchissement des productions du binôme café-cacao serait lié (i) aux conditions climatiques défavorables, (ii) à la cherté des engrais limitant leur application dû à la crise ukrainienne, (iii) aux mesures prises par le Gouvernement pour rationaliser l'exploitation des ressources forestières et préserver le couvert végétal du pays, surtout (v) à l'arrêt de distribution des semences améliorées dans le cadre de la mesure de limitation de la production cacaoyère à 2 millions de tonnes.

L'accélération de la production sucrière (+2,0%) s'expliquerait par la maîtrise de la maladie de la mosaïque de la canne à sucre intervenue en début de campagne et par la poursuite de la mise en œuvre des contrats-plans visant à booster les investissements en faveur de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises productrices.

L'évolution favorable de la production de noix de cajou (+2,1%) serait le fait de l'amélioration du rendement en lien avec de bonnes pratiques agricoles et la hausse des cours enregistrée en 2022.

La hausse de la production de coton graine (+20,9%) serait en lien avec la mise en œuvre d'actions pour booster la production notamment, l'homologation de deux (2) produits phytosanitaires testés avec succès dans la lutte contre les attaques des jassides, la prise de dispositions pour couvrir l'essentiel des besoins en semences et la mise à disposition des intrants et approvisionnements en cours par les sociétés cotonnières.

Quant à la filière ananas, elle bénéficierait des avantages du PURGA 2 pour la Filière Ananas qui consiste à (i) labourer 167 hectares de parcelles cultivables, (ii) mettre en place 65 hectares d'ananas variété MD2 avec une estimation de production de 3 250 tonnes, (iii) acquérir des pesticides, du matériel et des équipements agricoles et (iv) distribuer des pesticides et des engrais aux producteurs.

Concernant l'agriculture vivrière, sa croissance découlerait de la hausse des différentes productions notamment les tubercules et bananes plantains (+2,0%) et les céréales (+2,6%).

La hausse de la production de bananes plantains serait le fait principalement des stratégies mises en place par le projet PURGA 2 dont (i) le renforcement des capacités en matériels d'un pépiniériste de banane plantain pour fournir 240 000 plants aux producteurs, (ii) la mise à disposition de 120 ha de parcelles aménagées et équipées en système d'irrigation et (iii) l'aménagement de trois (03) plateformes de conditionnement avec une facilité de commercialisation.

Le secteur secondaire progresserait de 12,2% en 2023 après la hausse de 11,1% en 2022. Cette progression serait en lien avec la hausse de l'ensemble de ses composantes que sont les BTP (+21,9%), l'énergie (+23,9%), les industries agroalimentaires (+7,8%), les autres industries manufacturières (+7,8%), l'extraction minière (+1,8%) et les produits pétroliers (+7,0%).

Les activités du BTP connaîtraient un dynamisme lié à l'accélération et au démarrage de plusieurs grands projets d'infrastructures prévus, notamment : (i) l'extension de l'autoroute du Nord jusqu'à Bouaké, (ii) la construction de huit nouveaux échangeurs à Abidjan, (iii) la construction de la deuxième phase de l'échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise, (iv) la poursuite de l'aménagement de l'autoroute Y4 de contournement de la ville d'Abidjan, (v) la poursuite de la construction du 4^{éme} pont d'Abidjan, (vi) la poursuite des travaux de renforcement de la côtière Abidjan-San-Pedro et enfin (vii) la poursuite des travaux d'aménagement et de bitumage de plusieurs routes.

L'accélération de l'énergie résulterait principalement de la mise en œuvre globale des différents projets d'investissements notamment (i) l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix électrique de la Côte d'Ivoire et la réduction des gaz à effet de serre (GES), (ii) l'amélioration de la sécurité d'exploitation du système électrique, l'alimentation des zones rurales en électricité, (iii) l'amélioration de la qualité de la fourniture de l'électricité (Réduction du Temps Moyen de Coupure et de l'Energie Non Distribuée), du rendement et de la sûreté de fonctionnement et (iv) l'accompagnement du développement des zones industrielles de la Côte d'Ivoire.

La croissance de l'extraction minière découlerait notamment de la hausse de la production de pétrole brut (+2,2%), d'or (+5,3%) et de nickel (+3,2%) en dépit de la baisse des productions de manganèse (-3,2%) et de diamant (-39,5%). La production de pétrole brut bénéficierait des retombées des investissements et des opérations de maintenance réalisés durant l'année 2022. L'extraction aurifère profiterait de la hausse de la production des mines d'Agbaou et de Yaouré. Quant à la production de nickel, elle tirerait avantage de l'amélioration des conditions de transport et d'exportation du minerai, grâce notamment à l'utilisation du port de San Pedro en plus du port d'Abidjan. S'agissant de la production de diamant, elle pâtit toujours de l'épuisement progressif des sites exploitables par les méthodes artisanales utilisées actuellement.

Le secteur tertiaire ressortirait à 8,3% en 2023 après la hausse de 6,0% en 2022 grâce à la hausse des transports (+9,5%), des télécommunications (+9,0%), du commerce (+7,8%) et des autres services (+8,1%). Cette dynamique serait induite par les performances au niveau des secteurs primaire et secondaire.

En outre, la bonne performance des télécommunications serait en relation avec la poursuite des investissements réalisés afin d'améliorer la couverture du pays, le déploiement de la fibre optique et la digitalisation des services.

Les transports bénéficieraient de l'accroissement des investissements, notamment la réhabilitation des aéroports de Korhogo et de San-Pedro et l'ouverture de nouvelles lignes par la compagnie Air Côte d'Ivoire en ce qui concerne le transport aérien et l'inauguration du terminal Industriel Polyvalent du port de San-Pedro, la construction du terminal roulier, du second terminal à conteneur, d'un terminal céréalier et d'un terminal minéralier en ce qui concerne le transport maritime.

Le commerce continuerait de tirer parti de la reprise effective des activités économiques en relation avec la levée de certaines mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19.

Le secteur non marchand devrait croître de 4,7% en 2023 après 6,6% en 2022, en raison d'une part, des effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous et d'autre part, en lien avec les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre des plans de riposte sanitaire et de soutien économique, social et humanitaire.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 8,4% en 2023 après 2,1% en 2022 grâce aux différentes réformes d'administration et de politiques fiscales.

Au niveau de la demande, la croissance serait tirée par le dynamisme **des investissements** (+16,2% en 2023 après +19,4% en 2022) et l'affermissement de la consommation finale (+5,3% en 2023 contre +4,5% en 2022).

La **consommation finale** bénéficierait de la hausse continue des revenus des ménages et de la création d'emplois.

Les investissements seraient soutenus par le démarrage et la poursuite de plusieurs chantiers, notamment la construction (i) de routes et échangeurs dans

le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, (ii) de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké section Tiébissou-Bouaké, (iii) de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro, (iv) du barrage hydroélectrique de Gribo Popoli, (v) de la centrale à biomasse d'Aboisso et (vii) des centrales solaires de Boundiali, de Laboa et de Touba. Par ailleurs, les investissements bénéficieraient également du renforcement du réseau routier et des outils de production dans le secteur industriel et de la construction.

Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 27,4% du PIB en 2023 contre 26,4% en 2022. Le taux d'investissement public s'établirait à 9,8% en 2023 après 9,7% en 2022. Cet investissement public prend en compte celui de l'administration centrale, des EPN et des collectivités.

Au niveau des échanges extérieurs, **les importations de biens et services** s'afficheraient en hausse de 7,1% en 2023 après 6,6% en 2022 sous l'impulsion du dynamisme de l'économie.

Les exportations de biens et services connaîtraient une hausse de 8,2% en 2023 après une hausse de 10,2% en 2022, en raison de la bonne tenue des productions minières et des produits transformés.

L'inflation connaitrait une décélération pour se situer à 3,7% en 2023 contre 5,2% en 2022, en lien avec une augmentation plus faible des produits alimentaires au niveau local et du repli des prix des produits énergétiques au niveau international.

En 2023, le **compte des transactions courantes** connaîtrait un déficit de **2.932,1** milliards de FCFA (6,1% du PIB), plus faible qu'en 2022, sous l'effet de la baisse des importations de biens et services. Il enregistrerait, en moyenne, un déficit de 5,2% du PIB sur la période 2024-2026, grâce à l'amélioration de la balance des biens impulsée par la croissance des exportations de biens plus forte que celle des importations de biens.

En 2023, la **masse monétaire** poursuivrait sa tendance haussière, en ressortant à **17.958,7** milliards de FCFA, après **16.878,6** milliards de FCFA en 2022, en lien avec la progression de 12,6% des créances intérieures. Cette augmentation des créances intérieures serait tirée conjointement par les créances nettes sur l'Administration centrale (+18,1%) et celles sur l'économie (+9,2%). La **masse monétaire** se raffermirait de 6,124% en moyenne par an sur la période 2024-2026, en lien principalement avec la progression moyenne annuelle (+10,7%) des créances intérieures. Cet accroissement des créances intérieures résulterait de la progression des créances sur l'économie (+12,5% en moyenne par an) et des créances nettes sur l'Administration Centrale (+7,8% en moyenne par an).

Sur la période 2024-2026, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre du PND 2021-2025, à travers le renforcement de la qualité des institutions et la bonne gouvernance, le maintien de la stabilité du cadre macroéconomique, la réalisation de la diversification et de la transformation structurelle de l'économie et l'accélération des réformes structurelles et sectorielles. Il s'agira également d'assurer la maîtrise de l'inflation, la bonne tenue des finances publiques et la soutenabilité de la dette publique.

II. EVOLUTION FINANCIERE 2020-2026

II.1 Evolution récente des finances publiques 2020-2023

L'évolution des opérations financières de l'Etat sur la période 2020-2023 est caractérisée, d'une part, par une amélioration continue de la mobilisation des recettes malgré l'impact de la crise sanitaire de la Covid-19 intervenue en 2020 en Côte d'Ivoire, l'impact des crises internationales sur l'économie et, d'autre part, par une augmentation des dépenses totales en lien avec les mesures prises pour mitiger les effets de ces crises sur l'économie ainsi que la prise en compte des besoins croissants de la population. En 2022, les réalisations ont été impactées par la hausse des prix des produits pétroliers sur le marché international en liaison avec la crise ukrainienne et aussi les effets des mesures de revalorisation salariale des fonctionnaires. Ces opérations couvrent l'administration centrale (Institutions de la République, Ministères), les Etablissements Publics Nationaux ainsi que les caisses de sécurité sociale. L'évolution des principaux postes est présentée ci-après.

Les recettes et dons ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 12,4% de 2020 à 2022, passant de **5.289,2** milliards de FCFA en 2020 à **6.684,4** milliards de FCFA en 2022. Cette évolution a été rendue possible grâce à un effort de mobilisation de l'ensemble des recettes en dépit des impacts des crises internationales sur l'économie. En effet, les recettes fiscales ont connu une croissance annuelle moyenne de 13,6%, passant de **4.356,1** milliards de FCFA en 2020 à **5.616,7** milliards de FCFA en 2022. Elles sont composées de la fiscalité intérieure (58,2%) et de la fiscalité de porte (41,8%). La pression fiscale est passée de 12,0% en 2020, à 12,8% en 2021 et à 12,9% en 2022. En 2023, les recettes totales et dons progresseraient de 17,2% par rapport à 2022 pour s'établir à **7.837,2** milliards de FCFA dont **6.638** milliards de FCFA de recettes fiscales avec une pression fiscale de 13,9%. Ce résultat est tiré principalement par la poursuite des réformes engagées par les régies, par une taxation progressive des produits pétroliers qui avaient fait l'objet d'une décision de suspension d'avril à décembre 2022 à la suite de la forte hausse des cours internationaux et sous l'hypothèse d'une maitrise de l'impact des crises sous régionales et des effets néfastes de la crise ukrainienne sur l'économie nationale.

Sur la période 2020-2022, **les dépenses publiques** sont passées de **7.255,1** milliards de FCFA à **9.666,3** milliards de FCFA, soit **15,4%** de progression en lien d'une part avec les plans de riposte sanitaire et de soutien à l'économie ainsi que le renforcement du dispositif sécuritaire pour faire face aux attaques terroristes et d'autre part avec la croissance des dépenses d'investissement qui sont passées de **1.914,4** milliards de FCFA en 2020 à **3.140,62** milliards de FCFA en 2022. Ces investissements ont porté en grande partie sur les infrastructures routières et sportives en vue de la préparation de la CAN 2023.

Le déficit budgétaire en 2020 est ressorti à 5,4% du PIB au-delà de la norme communautaire de 3% au maximum et est imputable à l'impact de la crise sanitaire engendrée par la pandémie de la Covid-19. En 2021, malgré une amélioration par rapport à 2020, le déficit budgétaire rapporté au PIB est ressorti à 4,9%, toujours au-delà de la norme communautaire. En 2022, le déficit s'est creusé pour ressortir à 6,8 % du PIB. Ce résultat est dû, d'une part au niveau des recettes, aux mesures exceptionnelles de suspension de la taxation sur les produits pétroliers à la suite de la forte hausse des cours internationaux liée

à la crise ukrainienne et d'autre part, à la hausse des dépenses en lien avec les effets des mesures de revalorisation des fonctionnaires intervenues en août 2022 ainsi que les mesures pour mitiger les impacts de la crise ukrainienne sur l'économie.

En 2023, le déficit budgétaire devrait s'améliorer pour atteindre 5,2% du PIB en lien d'une part avec l'amélioration des recettes dues à la taxation progressive des produits pétroliers qui avaient fait l'objet d'une décision de suspension d'avril à décembre 2022 et d'autre part avec la non reconduction des mesures de soutien à certains secteurs.

Pour couvrir le déficit budgétaire et pour répondre aux engagements liés à l'amortissement de la dette, la Côte d'Ivoire a eu recours au marché monétaire et financier à hauteur de **4.447,9** milliards de FCFA en 2020, de **3.308,9** milliards de FCFA en 2021 et de **4.116,0** milliards de FCFA en 2022. Ces mobilisations intègrent des recours au marché financier international de **656,0** milliards de FCFA en 2020, de **608,4** milliards de FCFA en 2021 et de **622,7** milliards de FCFA en 2022. En 2023, le déficit serait également couvert par les marchés monétaire et financier à hauteur de **2.678,3** milliards de FCFA. Par ailleurs, l'Etat bénéficierait d'appuis budgétaires prévus à hauteur de **951,4** milliards de FCFA repartis entre 618,3 milliards de FCFA du FMI, 123,4 milliards de FCFA de la Banque Mondiale, 54,9 milliards de FCFA de la BAD et de 154,8 milliards de FCFA de l'AFD.

II.2 Perspectives des finances publiques 2024-2026

Les finances publiques afficheraient de bonnes perspectives sur la période 2024-2026 grâce aux efforts d'amélioration du recouvrement des recettes fiscales, de modernisation de l'administration fiscale, de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, du renforcement de la fiscalisation du secteur informel et des ressources naturelles, du renforcement des infrastructures de prises en charge des marchandises importées et de la rationalisation des exonérations.

Les prévisions de recettes de la période 2024-2026 s'appuient également sur les perspectives de croissance économique traduites dans le PND 2021-2025.

Ainsi, **les recettes totales et dons** passeraient de **8.613,4** milliards de FCFA en 2024 à **10.673,5** milliards de FCFA en 2026, soit un taux de croissance moyen annuel de 11,3%. Ces ressources resteraient dominées par les recettes fiscales (87,7% en moyenne sur la période). Ainsi, les recettes fiscales passeraient de **7.410,1** milliards de FCFA en 2024 à **9.531,8** milliards de FCFA en 2026. La pression fiscale passerait de **14,1%** en 2024 à **14,7%** en 2025 et à **15,1%** en 2026 en raison de l'évolution favorable de la conjoncture économique et des reformes qui seraient mises en œuvre.

Les dépenses totales et prêts nets passeraient de **10.787,1** milliards de FCFA en 2024 à **12.594,5** milliards de FCFA en 2026, soit une progression moyenne annuelle de 8,1%. Elles sont composées de (i) **charges salariales** qui progresseraient en moyenne de 4,6% sur la période pour passer de **2.331,7** milliards de FCFA en 2024 à **2.552,6** milliards de FCFA en 2026. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales passerait de 32,3% en 2024, à 29,8% en 2025 et à 27,4% en 2026 respectant la norme communautaire fixée à 35% ; (ii) **dépenses de fonctionnement** projetées à **1.626,3** milliards de FCFA en 2024, qui connaitraient une hausse moyenne annuelle de 2,3% pour atteindre **1.702,5** milliards de FCFA en 2026 , (iii) **subventions et transferts** qui passeraient de **740,9** milliards de FCFA en 2024 à **914,9** milliards de FCFA en 2026, (iv) **dépenses d'investissement** qui s'établiraient à **3.703,0** milliards de FCFA en 2024.

Elles évolueraient en moyenne de 12,8% pour atteindre un niveau de **4.711,7** milliards de FCFA en 2026, en prenant en compte les priorités du PND 2021-2025 ; (v) **intérêts sur la dette publique** qui s'afficheraient à **1.352,0** milliards de FCFA en 2024, puis à **1.542,6** milliards de FCFA en 2026, conformément à la stratégie de gestion de la dette publique. Ce niveau des intérêts ne tient pas compte des frais et commissions qui sont intégrés dans les dépenses de fonctionnement.

Le déficit budgétaire se réduirait progressivement en passant de **4,1**% du PIB en 2024, à **3,0%** du PIB en 2025 et 2026 en lien avec une amélioration de la mobilisation des recettes et une maîtrise de l'évolution des dépenses notamment les dépenses de personnel.

Les marchés monétaire et financier seraient sollicités pour la couverture des besoins de financement sur la période 2024-2026.

Au titre de la **dette publique**, le Gouvernement s'est engagé sur la période 2024-2026 à maintenir un niveau d'endettement soutenable en cohérence avec la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT).

Le **stock de la dette publique** est projeté à **32.000,1** milliards de FCFA en 2024, à **34.656,7** milliards de FCFA en 2025 et à **37.638,7** milliards de FCFA en 2026, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 8,5%. Cette évolution résulte des nouveaux emprunts à mobiliser selon les orientations de la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme.

Le service de la dette totale est attendu à 5.140,7 milliards de FCFA en 2024 et progresserait en moyenne de 10,3% pour ressortir à 6.257,9 milliards de FCFA en 2026. Cette évolution se justifie principalement par les échéances des titres publics et les créanciers commerciaux. Le service de la dette intérieure reste dominé par les échéances de titres publics.

L'endettement devrait rester soutenable, en cohérence avec la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT). Le taux d'endettement passerait de 60,8% à 59,5% sur la période 2024-2026 en dessous de la norme communautaire de 70%.

Le Gouvernement consent des efforts en vue du respect des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO. Ainsi, le profil de l'ensemble des critères de convergence connaitrait une amélioration progressive due aux efforts consentis tant dans la mobilisation des recettes que dans la gestion des finances publiques. Toutefois, la condition du respect de l'ensemble des critères de premier rang ne serait pas remplie sur la période. En effet, le critère relatif au déficit budgétaire ne serait pas respecté en 2023 (5,2%) et en 2024 (4,1%). Ce critère ne serait respecté qu'à partir de l'année 2025 (3,0%). Au vu des dispositions du nouveau pacte de convergence de la CEDEAO, notamment l'horizon de convergence fixé au 31 décembre 2026, la Côte d'Ivoire ne respecterait pas les conditions de convergence qui imposent le respect de tous les critères de convergence de premier rang à partir de l'année 2024.

III. SITUATION FINANCIERE DES ORGANISMES PUBLICS, COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DISTRICTS AUTONOMES

III.1 Entreprises du portefeuille de l'Etat

Au 31 décembre 2022, le portefeuille de l'Etat de Côte d'Ivoire est constitué de quatre-vingt-un (81) entreprises contre quatre-vingt-deux (82) en 2021. Au nombre de ces entreprises ayant fonctionné en 2022 :

- cinquante (50) sont des entreprises publiques dont vingt-six (26) Sociétés d'Etat, dix-neuf (19) Sociétés à Participation Financière Publique Majoritaire, cinq (5) Sociétés à Participation Financière Publique Minoritaire Contrôlées par l'Etat ;
- trente et un (31) sont des sociétés à Participation Financière Publique Minoritaire.

Le montant total **du capital social cumulé** des sociétés du portefeuille de l'Etat s'élève à 758[I] milliards de FCFA en 2022 contre 776,2 milliards de FCFA en 2021 et 630,5 milliards de FCFA en 2020. **La quote-part de l'Etat** dans ce capital s'élève à 567,4 milliards de FCFA en 2022 (soit un niveau de participation moyen de 75%) contre 585,6 milliards de FCFA en 2021 et 429,9 milliards de FCFA en 2020.

Sous réserve de la certification de l'ensemble des comptes 2022 des entreprises publiques, **le chiffre d'affaires global** est de 4 475 milliards de FCFA contre 2 727 milliards de FCFA en 2021 et 1 979 milliards de FCFA en 2020. Trois (03) entreprises affichent une forte hausse de leurs ventes, imprimant la croissance globale du chiffre d'affaires. Il s'agit des sociétés SIR (+1 358 milliards de FCFA), PETROCI HOLDING (+246 milliards de FCFA) et LONACI (+51 milliards de FCFA). Les sociétés SIR et PETROCI ont enregistré une hausse de leurs ventes dans le contexte de hausse des cours mondiaux de brut ayant induit des marges plus importantes.

Le résultat net provisoire qui en découle ressort excédentaire de 130 milliards de FCFA. A périmètre constant, ce résultat net est en hausse de 65% comparativement à l'exercice précédent dont l'excédent était de 79 milliards de FCFA.

Les sociétés d'Etat contribuent à 34% du résultat net global, avec une réalisation estimée à 44,2 milliards de FCFA, tirée principalement par les sociétés PAA (27,2 milliards de FCFA), ANSUT (9,8 milliards de FCFA), PETROCI HOLDING (6,4 milliards de FCFA) et BNETD (6,2 milliards de FCFA).

Les sociétés à participation financière publique (SPFP) majoritaire affichent également un excédent de 42,6 milliards de FCFA en lien avec les bonnes performances des sociétés BNI (23,1 milliards de FCFA), GUCE-CI (7,5 milliards de FCFA), LONACI-SEM (5,2 milliards de FCFA) et LBTP (4,7 milliards de FCFA).

Quant aux sociétés à participation financière publique (SPFP) minoritaire contrôlées par l'Etat, elles cumulent 43,6 milliards de FCFA d'excédent porté essentiellement par la SIR (41,3 milliards de FCFA).

[I] Ce montant n'inclut pas le capital social de la SONAPIE

Par ailleurs, **le stock de la dette financière** des entreprises publiques est passé de 2 285 milliards de FCFA en 2020 à 2 298 milliards de FCFA en 2021 pour s'établir à 2 676 milliards de FCFA à fin 2022, soit des hausses respectives de 16,5% et 0,5%. Les dettes rétrocédées représentent 64% du stock global de la dette des entreprises publiques, se chiffrant à 1 721 milliards de FCFA et reparties entre CI-ENERGIES (64%), PAA (30%), AIR COTE d'IVOIRE (4%) et INIE (2%).

Quant à la **dette garantie par l'Etat**, elle s'élève à 469 milliards de FCFA en 2022 contre 547 milliards de FCFA en 2021, et se répartit entre CI-ENERGIES (54%), la SIR (39%), l'ANSUT (4%) et AIR CI (3%).

III.2 Etablissements Publics Nationaux

A fin décembre 2022, la Côte d'Ivoire compte cent (100) Etablissements Publics Nationaux (EPN) fonctionnels dont cinquante-cinq (55) Etablissements Publics Administratifs (EPA), onze (11) Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC), quinze (15) Etablissements Publics Hospitaliers et dix-neuf (19) Structures Assimilées, incluant trois (03) EPN en liquidation.

Sur la période 2020-2022, **le budget consolidé** des EPN est passé de 577,8 milliards de FCFA en 2020 à 761, 2 milliards de FCFA en 2022, soit une hausse relative de 31,7%. Les **ressources allouées** aux EPN en 2022 comprennent **les ressources de fonctionnement** pour un montant de 492,9 milliards de FCFA et les **ressources d'investissement** pour 268,3 milliards de FCFA. Ces ressources ont été mobilisées à hauteur de 747,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 98,2%. Les dépenses du budget 2022 des EPN se composent de 492,9 milliards de FCFA de **dépenses de fonctionnement** et 268,3 milliards de FCFA de **dépenses d'investissement**. Ces dépenses ont été exécutées à hauteur de 552,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 72,6%.

III.3 Institutions de Prévoyance Sociale

L'IPS-CGRAE : L'institution continue de maintenir l'équilibre de ses régimes de sécurité sociale depuis la réforme de 2012. Cet équilibre se traduit par des résultats excédentaires dont la moyenne sur la période 2022-2026 s'établit à 29,1 milliards de FCFA. **Les cotisations sociales** sont en hausse de 10,8% de 2022 à 2026.

Le **solde technique moyen** se situerait à 63,5 milliards de FCFA en raison de la stabilisation des dépenses techniques et des efforts de recouvrement des cotisations sociales. Toutefois, le **résultat net** passerait de 37,9 milliards de FCFA en 2022 à 24,3 milliards de FCFA en 2026. Bien qu'excédentaire, il est observé une tendance baissière du résultat net qui pourrait s'expliquer par la hausse significative des prestations sociales due aux réformes intervenues en 2017 et en 2022 et au service des prestations liées à la future branche Accidents du Travail et Maladies Professionnelles dont l'opérationnalisation est envisagée dans le courant de l'année 2024.

L'IPS-CNPS : la reprise économique post covid-19 a renforcé le dynamisme des activités de la CNPS qui contribuent davantage à l'équilibre financier de ses branches par les excédents dégagés. A cet effet, les résultats de la dernière évaluation actuarielle des cotisations et prestations sociales du régime de base réalisées finalisée fin 2022, ont permis de projeter **la marge technique** à un taux de croissance moyen annuel de 3,5%. Celle-ci passerait donc de 238,1 milliards de FCFA en 2023 à 263,9 milliards de FCFA en 2026. Les **cotisations sociales** s'établiraient ainsi à 481,9 milliards de FCFA en 2026 contre 422 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse moyenne annuelle de 5% sur la période 2023-2026. Les **prestations sociales** quant à elles, progresseraient annuellement de 5%, en raison de 201 milliards de FCFA en 2023 à 233 milliards de FCFA en 2026. Cette évolution serait impulsée par l'augmentation du nombre de bénéficiaires par branche issue de l'évaluation actuarielle en sus de la revalorisation de certaines prestations.

En définitive, le **résultat hors éléments exceptionnels** connaitrait une croissance moyenne annuelle de 4,9% sur la période 2023-2026, passant de 210,7 milliards de FCFA en 2023 pour atteindre 242,9 milliards de FCFA en 2026.

L'IPS-CNAM : au 31 décembre 2022, l'effectif total de la population enrôlée est de 3 722 019 contre 3 244 503 en 2021, soit un taux de croissance de 14,7%. En 2023, les produits de l'institution sont estimés à 39,7 milliards de FCFA. Ils sont projetés à 108,1 milliards de FCFA en 2024, puis à 177,6 milliards de FCFA en 2026, soit une hausse de 64,3% sur la période de 2024-2026. Les **cotisations sociales** estimées à 32,7 milliards de FCFA en 2023 sont projetées à 74,5 milliards de FCFA en 2024, puis à 94,6 milliards de FCFA en 2025 et à 113,0 milliards de FCFA en 2026. Sur la période 2024-2026, **le solde technique** va connaitre une évolution de 7,1% en 2024. Ensuite, il connaitrait des baisses consécutives de 53,0% en 2025 et 76,9% en 2026.

III.4 Collectivités territoriales et Districts autonomes

Les projections des **appuis financiers de l'Etat** aux Collectivités Territoriales et aux Districts Autonomes sur la période 2024-2026 sont d'un montant global de 1 029,3 milliards de FCFA comprenant des dotations de fonctionnement, d'investissement et de personnel ainsi que de quotes-parts d'impôts partagés. Le détail de cet appui se présente comme suit :

- au titre des **dotations de fonctionnement**, les appuis de l'Etat passeraient de 32,6 milliards de FCFA en 2024 à 33,6 milliards de FCFA en 2026 pour un montant total de 99,3 milliards de FCFA sur la période ;
- au titre des **dotations pour investissement**, les contributions de l'Etat se chiffreraient à 81,9 milliards de FCFA en 2024 pour s'établir à 86,9 milliards de FCFA en 2026 pour une dotation globale de 253,2 milliards de FCFA sur la période ;
- au titre **du personnel**, le montant s'élèvera à 6,2 milliards de FCFA par an sur la période 2024-2026.

Concernant les **impôts partagés**, les collectivités recevront de l'Etat un montant de 189,9 milliards de FCFA en 2024 qui atteindra 250,4 milliards de FCFA en 2026. Le montant global sur la période 2024-2026 est de 658,2 milliards de FCFA.

IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2024-2026

La politique budgétaire de l'Etat sur la période 2024-2026 sera orientée, en matière de recettes, vers la consolidation de l'efficacité du recouvrement des recettes intérieures. En matière de dépenses, elle visera la poursuite de la maîtrise des charges de fonctionnement et le maintien de la soutenabilité de l'endettement public, en vue d'une plus grande marge de manœuvre pour l'accroissement continu des investissements et des dépenses de lutte contre la pauvreté.

La mise en œuvre de cette politique s'inscrit dans la poursuite de la politique de développement économique et social du gouvernement et devrait permettre de consolider la relance de l'activité économique conformément aux objectifs du PND 2021-2025.

Ainsi, le projet de budget de l'Etat pour l'année 2024 enregistrerait une hausse de 20,5% par rapport au budget 2023, pour s'établir à **14.088,5** milliards de FCFA. Ce niveau devrait continuer de s'accroitre pour atteindre **15.301,5** milliards de FCFA en 2025 et **16.627,5** milliards de FCFA en 2026. Il connait une hausse de 1.213,0 milliards de FCFA (+8,6%) entre 2024 et 2025 et de 1.325,9 milliards de FCFA (+8,7%) entre 2025 et 2026.

IV.1 Projections des ressources du budget de l'Etat

Les ressources du budget de l'Etat sont constituées de recettes budgétaires, de ressources de trésorerie et des recettes des comptes spéciaux du trésor.

IV.1.1 Projections de ressources budgétaires

Les recettes budgétaires,[II] constituées de recettes fiscales, de recettes non fiscales et de dons, sont projetées à **6.497,2** milliards de FCFA en 2024, à **7.164,7** milliards de FCFA en 2025 et à 7.925,9 milliards de FCFA en 2026, soit une progression moyenne annuelle de 10,4% sur la période.

- ***Recettes fiscales budgétaires 2024-2026***

Les recettes fiscales budgétaires devraient passer de **6.121,4 milliards** de FCFA en 2024, à **6.784,8** milliards de FCFA en 2025 et à **7.718,0** milliards de FCFA en 2026, soit une progression moyenne annuelle de 12,2%, rendue possible grâce au raffermissement de l'activité économique, à l'impact des réformes fiscales et douanières et aux efforts de recouvrement des régies financières.

[II] Les recettes budgétaires sont les recettes de l'Administration centrale budgétaire composée de l'ensemble des Ministères et des Institutions de la République

- ***Recettes non fiscales***

Les recettes non fiscales sont projetées à **122,3** milliards de FCFA en 2024, à **132,1** milliards de FCFA en 2025 et à **144,3** milliards de FCFA en 2026. Cette hausse s'explique essentiellement par la bonne évolution attendue des recettes de services et des recettes issues de l'occupation du domaine public sur toute la période.

- ***Dons***

Les dons attendus de 2024 à 2026 sont constitués de dons-programmes et de dons-projets. Les dons-programmes, provenant du Gouvernement français à travers le C2D, ainsi que de l'Union Européenne, sont prévus à **205,0** milliards de FCFA en 2024, à **159,2** milliards de FCFA en 2025 et à **10,5** milliards de FCFA en 2026. Cette baisse en 2026 est en lien avec la fin du contrat C2D prévue en 2025. Quant aux dons-projets, ils sont projetés à **48,6** milliards de FCFA en 2024, à **88,6** milliards de FCFA en 2025 et à **53,1** milliards de FCFA en 2026, en lien avec les conventions signées.

V.1.2 Ressources de trésorerie 2024-2026

Les ressources de trésorerie sont projetées à **5.768,9** milliards de FCFA en 2024, à **4.779,7** milliards de FCFA en 2025 et à **3.998,8** milliards de FCFA en 2026. Elles comprennent les produits de cession d'actifs, les remboursements de prêts et avances ainsi que les emprunts.

- ***Emprunts sur les marchés monétaire et financier***

Les emprunts sur les marchés monétaire et financier sont projetés à **2.712,4** milliards de FCFA en 2024, à **2.585,0** milliards de FCFA en 2025 et à **2.460,0** milliards de FCFA en 2026. Ces prévisions tiennent compte des besoins de financement, de la profondeur des marchés des capitaux et de la capacité de mobilisation de l'Etat sur ces marchés conformément à la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.

- ***Emprunts-projets et emprunts-programmes***

Les emprunts-projets sont projetés à **1.977,4** milliards de FCFA en 2024, à **1.395,8** milliards de FCFA en 2025 et à **1.141,2** milliards de FCFA en 2026.

Quant aux emprunts-programmes, ils sont projetés à **1.041,3** milliards de FCFA en 2024, à **712,1** milliards de FCFA en 2025 et à **300,0** milliards de FCFA en 2026.

- ***Autres ressources de trésorerie***

Les produits de cessions d'actifs sont prévus en 2024, 2025 et 2026 respectivement à **1,0** milliard de FCFA, à **1,5** milliard et à **0,8** milliard de FCFA.
Les produits de remboursements de prêts et avances sont attendus à **36,8** milliards de FCFA en 2024, à **85,4** milliards de FCFA en 2025 et à **96,8** milliards de FCFA en 2026 .

IV.1.3 Recettes des Comptes Spéciaux du Trésor 2024-2026

Les recettes des Comptes Spéciaux du Trésor sont attendues à **1.246,8** milliards de FCFA en 2024, à **1.389,7** milliards de FCFA en 2025 et à **1.549,9** milliards de FCFA en 2026.

IV.2 Projections des dépenses du budget de l'Etat

La programmation des dépenses du budget de l'Etat sur la période 2024-2026 s'inscrit dans la poursuite de la politique budgétaire du Gouvernement orientée vers les investissements structurants à fort impact social, tout en respectant les engagements de l'Etat avec les partenaires économiques et financiers. Cette politique vise la maîtrise des dépenses de personnel, de transferts, d'achats de biens et services, et la consolidation de la soutenabilité de l'endettement public, afin de dégager des marges substantielles au profit des investissements et des dépenses de lutte contre la pauvreté.

IV.2.1 Projections de dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires sont constituées des charges financières de la dette publique, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des transferts courants et des dépenses d'investissement. Elles sont projetées à **9.112,6** milliards de FCFA en 2024, à **9.398,7** milliards de FCFA en 2025 et à **10.362,2** milliards de FCFA en 2026 .

- ***Charges financières de la dette publique***

Les charges financières de la dette publique, qui comprennent les intérêts, frais et commissions sur la dette, sont prévues à **1.411,6** milliards de FCFA en 2024, à **1.547,0** milliards de FCFA en 2025 et à **1.542,6** milliards de FCFA en 2026. Cette programmation prend en compte aussi bien la dette intérieure que la dette extérieure. Au titre de la dette intérieure, le règlement de ces charges est programmé à **680,3** milliards de FCFA en 2024, à **785,6** milliards de FCFA en 2025 et à **794,6** milliards de FCFA en 2026. Quant à la dette extérieure, ces charges sont prévues à **731,3** milliards de FCFA en 2024, à **761,4** milliards de FCFA en 2025 et à **748,0** milliards de FCFA en 2026.

- ***Dépenses de personnel***

La masse salariale sur la période 2024, 2025 et 2026 est programmée respectivement à **2.331,7** milliards de FCFA, à **2.448,7** milliards de FCFA et à **2.552,6** milliards de FCFA, soit respectivement 32,3% en 2024, 29,8% en 2025 et 27,4% en 2026 des recettes fiscales (y compris les recettes affectées). Ces projections sont basées sur les acquis de la **Stratégie de Maîtrise de la Masse Salariale 2014-2022**.

- ***Dépenses d'acquisition de biens et services***

Les achats de biens et services sont projetés à **863,2** milliards de FCFA en 2024, à **958,1** milliards de FCFA en 2025 et à **947,2** milliards de FCFA en 2026. Ces dépenses prennent en compte les **dépenses de consommation d'eau, de téléphone et d'électricité** qui passeraient de **121,9** milliards de FCFA en 2024 à **134,3** milliards de FCFA en 2025 pour s'établir à **143,8** milliards de FCFA en 2026.

Les autres **dépenses d'achats de biens et services** hors abonnement sont prévues en 2024, 2025 et 2026 à des montants respectifs de **741,3** milliards de FCFA, de **823,8** milliards de FCFA et de **803,4** milliards de FCFA.

- ***Subventions et transferts***

Les transferts à effectuer par l'Etat à ses démembrements, aux autres structures ainsi qu'aux ménages sont projetés à **836,1** milliards de FCFA en 2024, à **877,2** milliards de FCFA en 2025 et à **894,6** milliards de FCFA en 2026. Ces transferts sont effectués essentiellement au profit :

- ✓ **des écoles privées** pour couvrir les frais d'écolage des élèves et étudiants affectés par l'Etat dans ces établissements ;
- ✓ **des Etablissements Publics Nationaux** pour mettre en œuvre certaines missions spécifiques de l'Etat ;
- ✓ **des Collectivités territoriales** pour soutenir la politique de décentralisation de l'Etat **;**
- ✓ **des élèves et étudiants** au titre des bourses, pécules et frais de transport.

- ***Dépenses d'investissement***

Les dépenses d'investissement de l'Etat seraient de **3.670,0** milliards de FCFA en 2024, de **3.567,7** milliards de FCFA en 2025 et de **4.425,3** milliards de FCFA en 2026. En prenant en compte le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR), le Fonds d'Entretien Routier (FER) et les dépenses sur parafiscalité anacarde, ces dépenses d'investissement se situeraient à **3.953,8** milliards de FCFA en 2024, à **3.879,0** milliards de FCFA en 2025 et à **4.772,4** milliards de FCFA en 2026. Elles intègrent des dépenses financées par des appuis extérieurs de **2.025,9** milliards de FCFA, de **1.484,4** milliards de FCFA et de **1.194,3** milliards de FCFA pour respectivement en 2024, 2025 et 2026.

IV.2.2 Projection des charges de trésorerie 2024-2026

Les charges de trésorerie concernent le remboursement du capital de la dette publique. Elles sont programmées à **3.729,1** milliards de FCFA en 2024, à **4.513,2** milliards de FCFA en 2025 et à **4.715,3** milliards de FCFA en 2026. Concernant la dette intérieure, le remboursement du capital est prévu en 2024 à **1.734,4** milliards de FCFA, à **2.096,6** milliards de FCFA en 2025 et à **2.319,9** milliards de FCFA en 2026. Quant à la dette extérieure, les charges d'amortissement sont prévues à **1.994,7** milliards de FCFA en 2024, à **2.416,5** milliards de FCFA en 2025 et à **2.395,4** milliards de FCFA en 2026.

IV.2.3 Projection des dépenses des comptes spéciaux du Trésor 2024-2026

Les dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor, sont prévues à **1.246,8** milliards de FCFA en 2024, à **1.389,7** milliards de FCFA en 2025 et à **1.549,9** milliards de FCFA en 2026.

IV.3 Répartition des projections par fonction

L'analyse par fonction des projections hors charges financières et de trésorerie, sur la période 2024-2026, fait ressortir une prédominance des services généraux de l'administration publique (28,3%), suivi de l'enseignement (19,8%), des logements et équipements collectifs (15,8%), et des affaires économiques (11,5%).

Les dépenses **des services généraux des administrations publiques** hors service de la dette se chiffrent en 2024 à **2.595,6** milliards de FCFA et sont projetées à **2.492,3** milliards de FCFA en 2025 et à **2.987,4** milliards de FCFA en 2026 et visent à couvrir le fonctionnement de ces organes.

Sur la période 2024-2026, les crédits destinés à la **défense** connaîtraient une hausse en passant de **417,8** milliards de FCFA en 2024 à **435,7** milliards de FCFA en 2025 et **465,0** milliards en 2026. Cette évolution s'explique par les politiques de renforcement des capacités opérationnelles et managériales des Forces Armées de Côte d'ivoire avec un accent sur la poursuite des actions de lutte contre le terrorisme.

Les dépenses **d'ordre et de sécurité publics**, concernent les dépenses de la police nationale, de l'appareil judiciaire et des établissements pénitentiaires. Sur la période 2024-2026, ces dépenses sont projetées à **650,7** milliards de FCFA en 2024, à **715,5** milliards de FCFA en 2025 et à **800,7** milliards de FCFA en 2026. Les politiques publiques visées au titre de cette fonction portent, entre autres, sur la mise en œuvre de la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure, le renforcement du dispositif de gestion des armes et des risques et catastrophes, la modernisation du système pénitentiaire et l'amélioration de l'accessibilité des citoyens au système judiciaire.

Au niveau de la fonction **affaires économiques**, les crédits prévus pour la mise en œuvre des mesures et projets visant à redynamiser diverses activités de cette fonction s'établiraient en moyenne à **1.097,2** milliards de FCFA sur la période 2024-2026.

En matière de **Protection de l'Environnement**, les crédits budgétaires prévus se chiffreraient en moyenne à **104,6** milliards de FCFA sur la période 2024-2026. Ces crédits ont trait aux actions de promotion et de protection de l'environnement, le renforcement de la lutte contre l'insalubrité et les nuisances, la conduite d'une gestion écologique et rationnelle des différentes catégories de déchets solides et la mise en place des systèmes d'alerte précoce multirisques et d'un cadre approprié pour le Partenariat Public-Privé.

La fonction **Logements et équipements collectifs** représente **15,8%** des dépenses totales de la période 2024-2026, soit **1.508,3** milliards de FCFA en moyenne par an et vise la promotion de l'habitat, le développement des infrastructures routières, la réduction des déficits de production d'eau potable et la correction des dysfonctionnements des réseaux de distribution en Côte d'Ivoire.

Au titre de la fonction **Santé**, qui porte sur l'amélioration de l'offre, de la qualité et de l'utilisation des services de santé, au renforcement de la lutte contre la maladie et à l'amélioration de la santé maternelle et infanto-juvénile, plusieurs actions estimées en moyenne à **650,2** milliards de FCFA par an de 2024 à 2026 seront mises en œuvre. Il s'agit notamment de la garantie de la disponibilité des médicaments, des vaccins et des intrants stratégiques de qualité au niveau de la Nouvelle Pharmacie de la Sante Publique (NPSP) et au niveau périphérique, de la mise à niveau des établissements sanitaires dans le cadre de la mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle.

En ce qui concerne **les loisirs, la culture et le culte,** les dépenses pour les trois années à venir se chiffrent en moyenne à **245,0** milliards de FCFA. Ces crédits ont trait au développement économique des arts et de la culture, à l'amélioration de la gestion du patrimoine culturel national ainsi que la construction et la réhabilitation d'infrastructures sportives.

Les crédits consacrés à la fonction **Enseignement** se chiffrent en moyenne à **1.885,5** milliards de FCFA sur les trois années à venir. Ils seront destinés à (i) assurer l'éducation primaire universelle pour tous les enfants, (ii) bâtir un système qui assure la réussite pour tous en mettant en place des passerelles entre les différents ordres d'enseignement et (iii) à transformer le dispositif actuel de formation professionnelle et technique en un véritable outil de développement des compétences professionnelles.

Les crédits budgétaires, consacrés à la fonction **protection sociale** dont les actions prioritaires portent sur la promotion et l'autonomisation de la femme, la protection de l'enfance ainsi que la réforme de la formation professionnelle et des affaires sociales, sont établis en moyenne à **175,2** milliards de FCFA pour les trois années à venir.

IV.4 Répartition des projections par piliers du PND 2021-2025

L'accélération de la marche vers l'émergence à travers l'industrialisation de l'économie et une meilleure répartition des fruits de la croissance est traduite dans la Programmation pluriannuelle 2024-2026. Cette programmation prend en compte les priorités du Gouvernement sur la période, notamment : (i) la compétitivité de l'économie ivoirienne, (ii) la bonne gouvernance et (iii) l'amélioration du bien-être des populations dans l'équité. Elle s'inscrit dans la logique du PND 2021-2025, cadre de référence en matière de politique économique et sociale du Gouvernement.

Au titre du **pilier 1** portant sur **l'Accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappe** la programmation budgétaire 2024-2024 prévoit **569,6** milliards de FCFA en 2024**, 620,7** milliards de FCFA en 2025 et **674,9** milliards de FCFA en 2026. Ces

montants visent à (i) renforcer le rôle de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques, de l'industrie, dans la dynamique de l'économie ivoirienne et améliorer ses potentialités, (ii) faire des secteurs des mines et des hydrocarbures, un moteur de croissance économique et un hub pétrolier de la sous-région et (iii) mettre en œuvre les actions relatives à la promotion, et au développement des activités au niveau de l'artisanat, de la culture, de la francophonie, du tourisme et des loisirs.

S'agissant du **pilier 2** relatif au **Développement du capital humain et promotion de l'emploi,** les crédits affectés aux actions de ce pilier en 2024 se chiffreraient à **1.777,2** milliards de FCFA, à **1 919,4** milliards de FCFA en 2025 et à **2.069,1** milliards de FCFA en 2026. Ces dotations du budget visent le renforcement du système éducatif dans sa globalité, et à améliorer l'accès à un emploi productif, décent et durable pour tous les hommes et les femmes en âge de travailler y compris les jeunes et les personnes en situation de handicap.

En ce qui concerne **le pilier 3** qui a trait au **Développement du secteur privé et de l'investissement,** les projections sont estimées à **6.532,5** milliards de FCFA en 2024, à **7.495,2** milliards de FCFA en 2025 et à **7.929,9** milliards de FCFA en 2026. Ces montants visent à accroitre les investissements privés à travers un ensemble de réformes permettant d'améliorer le climat des affaires, faire de la Côte d'Ivoire un hub énergétique de la sous-région, construire des ponts et routes dans tout le pays, et permettre à toutes les populations d'avoir accès à l'eau potable et à l'électricité.

Relativement au **pilier 4** qui a trait au **Renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale,** les crédits budgétaires sont projetés à **1.295,0** milliards de FCFA en 2024, à **1.310,9** milliards de FCFA en 2025 et à **1.361,6** milliards de FCFA en 2026. Ils devront permettre d'assurer un développement social inclusif et solidaire des populations, particulièrement celles qui sont vulnérables et marginalisées.

Pour ce qui est **du pilier 5** portant sur **le Développement régional équilibré, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique,** les dépenses budgétaires sont projetées à **466,8** milliards de FCFA en 2024, à **505,0** milliards de FCFA en 2025 et à **568,7** milliards de FCFA en 2026. Ces ressources serviront à promouvoir l'économie verte et atténuer les effets du changement climatique afin de permettre à la Côte d'Ivoire de marquer son engagement sur la trajectoire de développement bas carbone et de résilience aux changements climatiques.

Enfin**, le pilier 6** relatif au **Renforcement de la gouvernance, modernisation de l'Etat et transformation culturelle**, est mis en œuvre à travers les dépenses projetées à **3.447,4** milliards de FCFA en 2024, à **3 450,3** milliards de FCFA en 2025 et à **4.023,4** milliards de FCFA en 2026. Ces projections visent à financer les actions en matière de paix et de cohésion sociale afin de bâtir une nation unie dans sa diversité culturelle, religieuse et politique.

CONCLUSION

Les projections économiques et budgétaires sur la période 2024-2026 s'inscrivent dans la vision stratégique de développement « Côte d'Ivoire 2030 », telle que traduite dans le Plan National de Développement (PND) 2021-2025. Elles visent l'accélération de la transformation structurelle de l'économie à travers l'industrialisation et le développement de grappes, le développement régional équilibré, la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, le développement du secteur privé et de l'investissement, le développement du capital humain, la promotion de l'emploi, le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale, le renforcement de la gouvernance ainsi que la modernisation de l'Etat et la transformation culturelle.

Cette stratégie de développement devrait se matérialiser par une forte implication du secteur privé, conformément à la volonté du Gouvernement de faire de celui-ci le fer de lance de la croissance économique et de l'industrialisation de l'économie.

Pour y parvenir, les investissements dans les secteurs sociaux et moteurs de croissance seront intensifiés en vue de l'amélioration substantielle des conditions de vie des populations. Aussi, le Gouvernement poursuivra le renforcement de la qualité des institutions et de la bonne gouvernance, le maintien de la stabilité socio-politique et du cadre macroéconomique ainsi que l'accélération des réformes structurelles et sectorielles en dépit de la persistance des incertitudes pesant sur l'environnement international.

Pour soutenir toutes ces actions, la présente programmation triennale consacre l'amélioration continue du recouvrement des recettes intérieures, la maitrise des charges de fonctionnement et de l'endettement public, l'accroissement de l'investissement ainsi que la consolidation budgétaire.

Toutefois, les données économiques et budgétaires présentées dans ce document sont provisoires et pourraient connaitre des évolutions par la prise en compte des informations nouvelles avant l'adoption du projet de budget 2024.

ANNEXES

Annexe 1 : Variation en volume des secteurs du PIB de 2020 à 2026 ____ 24

Annexe 2 : Hypothèses de projections des principaux produits de base de 2020 à 2026 ____ 25

Annexe 3 : Contribution à la croissance du PIB de 2020 à 2026 / Optique Offre ____ 26

Annexe 4 : Contribution à la croissance du PIB de 2020 à 2026 / Optique Demande ____ 27

Annexe 5 : Prévisions des indicateurs monétaires de 2023 à 2026 ____ 28

Annexe 6 : Balance des paiements de 2020 à 2026 ____ 29

Annexe 7 : Evolution des ressources du Budget de l'Etat de 2020 à 2026 ____ 30

Annexe 8 : Evolution des recettes fiscales de 2020 à 2026 ____ 32

Annexe 9 : Dépenses du budget de l'Etat de 2020 à 2026 ____ 34

Annexe 10: Récapitulatif des dépenses de l'Etat par fonction de 2023 à 2026 ____ 36

Annexe 11 : Projet de budget 2023 et projections 2024, 2025 et 2026 selon les Piliers PND 2023-2026 ____ 37

Annexe 1 : Variation en volume des secteurs du PIB de 2020 à 2026

En Pourcentage

Secteurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Prov.	Est.	Est.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
Secteur primaire	8,9	2,7	5,1	-0,4	1,4	1,6	4,8
Agriculture vivrière, élevage	-1,7	-0,4	3,5	2,0	1,7	1,6	1,8
Agriculture d'exportation	14,0	4,9	6,5	-1,5	1,4	1,7	6,3
Sylviculture	49,0	-23,7	-16,4	0,4	0,0	0,0	0,0
Pêche	-31,0	0,7	0,5	0,7	0,2	0,0	0,0
Secteur secondaire	-0,6	4,7	11,1	12,2	10,3	10,4	9,0
Extraction minière	-4,9	3,2	10,8	1,8	8,7	17,9	9,5
Industries agro-alimentaires	-2,5	-2,5	7,2	7,8	8,0	8,3	8,5
Produits pétroliers	-6,1	9,8	10,0	7,0	0,2	4,9	2,6
Energie (gazeaulec)	5,4	-2,5	20,3	23,9	12,1	7,2	7,2
BTP	-7,9	8,3	18,2	21,9	16,4	14,5	12,4
Autres industries manufacturières (1)	10,7	10,2	6,1	7,8	8,0	7,0	7,2
Secteur tertiaire	-2,3	11,5	6,0	8,3	8,3	8,3	8,0
Transports	-3,9	15,1	7,1	9,5	9,7	9,5	9,5
Télécommunication	9,7	11,8	6,6	9,0	10,0	9,0	8,5
Commerce	1,2	10,8	5,2	7,8	7,5	7,8	7,2
Autres services (2)	-6,3	9,8	6,2	8,1	8,0	7,9	7,7
Droits et taxes	7,2	9,1	2,1	8,4	8,4	8,8	9,0
Pib non marchand	5,0	5,8	6,6	4,7	3,5	3,5	2,9
Produit intérieur brut (PIB)	1,7	7,4	6,7	7,2	7,0	7,2	7,2
Déflateur	1,5	2,3	2,8	2,3	2,3	2,3	2,2

Source : MPD-INS/MEF-DGE-DPPSE

Annexe 2 : Hypothèses de projections des principaux produits de base de 2020 à 2026

En milliers de tonnes

Productions	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Prov.	Est.	Est.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
Café	82,4	61,3	94,9	90,0	70,0	65,0	80,0
Cacao	2 172,7	2 228,4	2 358,8	2 130,0	2 090,0	2 050,0	2 171,5
Bananes	508,2	536,5	488,2	509,3	534,7	561,5	589,5
Ananas	65,2	77,3	72,9	76,6	81,9	87,7	89,4
coton graine	490,4	559,5	471,7	570,4	612,0	630,4	661,9
regime de palme	514,5	601,3	541,5	568,6	597,0	626,9	689,5
Sucre	207,2	180,6	189,8	193,6	197,5	201,4	205,5
Caoutchouc	950,7	1 100,4	1 332,6	1 617,5	1 779,3	1 957,2	2 113,8
Anacarde	848,7	968,7	1 028,2	1 050,0	1 102,5	1 157,6	1 215,5
Pétrole (milliers de barils)	10 642,5	8 771,3	9 300,6	9 504,3	12 534,0	20 440,4	29 025,5
Barils/jour	29 157,4	24 030,9	25 481,0	26 039,2	34 339,8	56 001,0	79 522,0
Gaz (millions de metre cube)	2 161,2	2 371,9	2 556,1	2 300,3	2 425,2	2 770,0	2 832,0
Or (en kilogramme)	38 523,0	41 857,0	47 477,3	50 000,0	52 000,0	54 000,0	56 000,0
Manganèse (tonnes)	1 326 000,0	961 267,2	929 705,4	900 000,0	900 000,0	850 000,0	850 000,0
Diamant (carats)	4 012,4	4 121,0	3 968,9	2 400,0	2 300,0	2 200,0	2 100,0
Nickel (milliers de tonnes)	1 348,7	1 764,2	1 840,8	1 900,0	2 100,0	2 300,0	2 500,0
Bauxite (milliers de tonnes)	272,3	0,0	55**	189**	210**	315**	315**
Production de produits pétroliers (Kt)	3 587,0	3 951,8	4 347,0	4 333,2	4 346,8	4 560,8	4 681,4
Production d'électricité (GWH)	11 213,0	11 426,4	12 138,9	13 607,0	15 445,0	16 552,0	17 742,0

Source : MPD-INS/MEF-DGE-DPPSE

Annexe 3 : Contribution à la croissance du PIB de 2020 à 2026 / Optique Offre

En points de croissance

Secteurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Prov.	Est.	Est.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
Secteur Primaire	**1,5**	**0,5**	**0,9**	**-0,1**	**0,2**	**0,2**	**0,7**
Agriculture vivrière élevage	-0,1	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Agriculture d'exportation	1,6	0,6	0,8	-0,2	0,1	0,2	0,6
Sylviculture	0,2	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur Secondaire	**-0,1**	**1,0**	**2,3**	**2,7**	**2,4**	**2,5**	**2,2**
Extraction minière	-0,1	0,1	0,2	0,0	0,2	0,4	0,2
Industries agro-alimentaires	-0,1	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Produits pétroliers	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Energie (gazeaulec)	0,1	0,0	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2
BTP	-0,4	0,4	0,9	1,3	1,1	1,0	0,9
Autres industries manufacturières	0,6	0,6	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Secteur Tertiaire	**-0,9**	**4,4**	**2,4**	**3,3**	**3,3**	**3,3**	**3,2**
Transports	-0,3	1,3	0,6	0,9	0,9	0,9	0,9
Télécommunication	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Commerce	0,2	1,6	0,8	1,2	1,2	1,2	1,1
Autres services	-0,9	1,3	0,8	1,1	1,1	1,1	1,1
PIB Marchand	**0,5**	**5,9**	**5,6**	**5,9**	**5,9**	**6,0**	**6,1**
Services d'administration publique	0,7	0,8	0,9	0,6	0,5	0,4	0,4
Institutions sans but lucratif (ISBL)	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
PIB non marchand	**0,7**	**0,8**	**0,9**	**0,7**	**0,5**	**0,5**	**0,4**
PIB au coût des facteurs	**1,2**	**6,7**	**6,5**	**6,6**	**6,4**	**6,5**	**6,5**
Droits et taxes nets de subventions	**0,6**	**0,7**	**0,2**	**0,6**	**0,6**	**0,7**	**0,7**
TOTAL PIB OFFRE AU PRIX DU MARCHE	**1,7**	**7,4**	**6,7**	**7,2**	**7,0**	**7,2**	**7,2**

Source : MPD-INS/MEF-DGE-DPPSE

Annexe 4 : Contribution à la croissance du PIB de 2020 à 2026 / Optique Demande

En points de croissance

Secteurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Prov.	Est.	Est.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
FBCF :	**3,0**	**2,1**	**4,7**	**3,4**	**3,0**	**3,2**	**3,4**
Ménages	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Sociétés financières et sociétés non financières	1,0	1,2	1,7	2,1	1,8	2,0	2,3
APU	1,7	0,7	2,6	0,9	0,9	0,9	0,9
ISBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation finale	**3,4**	**3,7**	**3,5**	**4,1**	**3,3**	**3,3**	**3,2**
Ménages	3,1	2,7	2,9	3,8	3,0	3,0	2,9
APU	0,3	0,9	0,6	0,3	0,3	0,3	0,3
ISBL	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation des stocks	**-5,8**	**2,1**	**-2,3**	**-0,3**	**0,8**	**1,4**	**1,1**
Demande externe nette	**1,2**	**-0,5**	**0,8**	**0,0**	**-0,1**	**-0,8**	**-0,5**
Exportations	**2,5**	**2,2**	**2,3**	**2,0**	**1,7**	**1,1**	**1,1**
Biens	-1,5	2,1	2,2	1,9	1,5	1,0	1,0
Services non facteurs	4,0	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1
Importations	**1,3**	**2,7**	**1,5**	**2,0**	**1,8**	**1,9**	**1,6**
Biens	2,6	2,5	1,5	1,8	1,7	1,7	1,6
Services non facteurs	-1,3	0,2	0,0	0,2	0,1	0,2	0,0
TOTAL PIB DEMANDE	**1,7**	**7,4**	**6,7**	**7,2**	**7,0**	**7,2**	**7,2**

Source : MPD-INS/MEF-DGE-DPPSE

Annexe 5 : Prévisions des indicateurs monétaires de 2023 à 2026

En milliers de FCFA

INDICATEURS MONETAIRES	déc-22	déc-23	Prévisions		
			déc-24	déc-25	déc-26
MONNAIE AU SENS LARGE	**16 878,6**	**17 958,7**	**18 809,2**	**19 778,4**	**21 451,1**
Circulation fiduciaire	3 973,3	4 013,8	4 045,9	4 088,2	4 253,8
Dépôts	12 905,3	13 944,9	14 763,4	15 690,2	17 197,4
CONTREPARTIES	**16 878,6**	**17 958,7**	**18 809,2**	**19 778,4**	**21 451,1**
Actifs Extérieurs nets	3 886,0	3 092,6	2 206,2	1 014,4	605,2
Créances intérieures	15 709,1	17 679,3	19 516,4	21 777,3	23 959,2
Créances nettes sur l'Administration Centrale	5 894,6	6 958,8	7 408,6	8 120,6	8 705,7
Créances sur les autres secteurs	9 814,5	10 720,6	12 107,8	13 656,6	15 253,5
Passifs non monétaires et autres postes nets	2 480,7	2 813,3	2 913,3	3 013,3	3 113,3

Source : BCEAO

Annexe 6 : Balance des paiements de 2020 à 2026

En milliards de FCFA

LIBELLE POSTE	2020 Def.	2021 Def.	2022 Est.	2023 Proj.	2024 Proj.	2025 Proj.	2026 Proj.
a- Compte des transactions courantes (1+2+3)	**-1 136,4**	**-1 593,8**	**-3 005,2**	**-2 932,0**	**-3 129,5**	**-3 028,9**	**-2 732,4**
1- Biens et services	**329,0**	**22,0**	**-1 401,1**	**-1 292,0**	**-1 362,2**	**-1 116,1**	**-556,0**
Balance des biens	***1 716,5***	***1 693,2***	***704,6***	***750,0***	***658,7***	***1 079,6***	***1 666,4***
Exportations de biens FOB	7 194,8	8 495,6	10 138,6	10 153,3	10 309,5	11 176,0	12 198,2
Importations de biens FOB	-5 478,3	-6 802,4	-9 434,0	-9 403,3	-9 650,7	-10 096,4	-10 531,9
Importations de biens CAF	-6 453,0	-8 062,5	-11 185,6	-11 115,0	-11 407,5	-11 934,3	-12 449,0
Balance des services	***-1 387,5***	***-1 671,2***	***-2 105,7***	***-2 042,0***	***-2 020,9***	***-2 195,7***	***-2 222,4***
Crédit	421,2	504,7	569,3	676,2	807,7	780,2	860,0
Débit	-1 808,7	-2 175,9	-2 675,0	-2 718,2	-2 828,6	-2 975,9	-3 082,4
2- Revenu primaire	**-1 062,8**	**-1 240,7**	**-1 362,3**	**-1 459,1**	**-1 616,1**	**-1 711,8**	**-1 821,7**
Dont intérêts sur la dette publique	**-390,3**	**-455,0**	**-522,8**	**-596,6**	**-636,2**	**-662,0**	**-689,7**
3- Revenu secondaire	**-402,6**	**-375,1**	**-241,7**	**-181,0**	**-151,2**	**-200,9**	**-354,6**
- Administrations publiques	22,6	10,5	92,5	109,5	107,0	55,4	-100,1
- Autres secteurs	-425,2	-385,7	-334,3	-290,5	-258,3	-256,4	-254,5
b- Compte de capital (4+5)	**100,4**	**91,6**	**40,7**	**119,4**	**64,8**	**60,3**	**53,1**
4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
5- Transferts de capital	**101,4**	**92,5**	**40,7**	**119,4**	**64,8**	**60,3**	**53,1**
- Administrations publiques	**101,4**	**92,3**	**39,9**	**119,3**	**64,5**	**59,0**	**51,8**
- Autres secteurs	**0,0**	**0,2**	**0,8**	**0,1**	**0,3**	**1,3**	**1,3**
c. Solde des comptes des transactions courantes et de capital (a+b)	**-1 036,0**	**-1 502,3**	**-2 964,6**	**-2 812,6**	**-3 064,7**	**-2 968,5**	**-2 679,2**
d- Compte financier (6+7+8+9)	**-1 641,8**	**-2 595,4**	**-2 644,3**	**-2 019,2**	**-2 178,3**	**-1 776,8**	**-2 270,1**
6- Investissement direct	**-409,6**	**-614,0**	**-626,5**	**-644,3**	**-784,5**	**-957,0**	**-1 148,4**
7- Investissements de portefeuille	**-531,7**	**-751,5**	**-276,3**	**-109,0**	**-867,5**	**-1 057,0**	**-1 028,4**
8- Dérivés financiers	**0,0**	**0,8**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
9- Autres investissements	**-700,5**	**-1 230,7**	**-1 741,4**	**-1 266,0**	**-526,3**	**237,2**	**-93,2**
- Administrations publiques	**-988,1**	**-895,2**	**-1 811,4**	**-1 215,2**	**-595,2**	**295,8**	**1,1**
- Autres secteurs	**287,7**	**-335,5**	**70,0**	**-50,8**	**68,9**	**-58,6**	**-94,3**
e- Erreurs et omissions nettes	**0,0**	**2,4**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
f- Solde global (c-d+e)	**607,0**	**1 095,6**	**-320,3**	**-793,4**	**-886,5**	**-1 191,8**	**-409,2**
Taux de couverture : Export b&s/Import b&s(%)	**104,5**	**100,2**	**88,4**	**89,3**	**89,1**	**91,5**	**95,9**
Degré d'ouverture : (Export b&s+ Import b&s)/(2*PIB) (%)	**21,1**	**22,6**	**26,1**	**24,0**	**22,5**	**21,8**	**21,2**
Balance courante/PIB (%)	**-3,2**	**-4,0**	**-6,9**	**-6,1**	**-6,0**	**-5,3**	**-4,3**
Balance courante hors dons/PIB (%)	**-3,5**	**-4,2**	**-7,3**	**-6,5**	**-6,4**	**-5,5**	**-4,4**
Balance courante hors dons publics (en milliards de FCFA)	**-1 228,3**	**-1 686,1**	**-3 195,4**	**-3 134,4**	**-3 334,6**	**-3 188,1**	**-2 742,9**
Taux de progression des IDE (%)	**-5,5**	**49,9**	**2,0**	**2,8**	**21,8**	**22,0**	**20,0**
P.I.B.	**35 311,4**	**39 821,3**	**43 681,5**	**47 913,3**	**52 439,7**	**57 515,1**	**63 022,9**
Solde global/PIB (%)	**1,7**	**2,8**	**-0,7**	**-1,7**	**-1,7**	**-2,1**	**-0,6**

Source : BCEAO

Annexe 7 : Evolution des ressources du Budget de l'Etat de 2020 à 2026

En milliards de Francs CFA

LIBELLES	2020 Réal.	2021 Est.	Budget 2022	Budget 2023	Project. 2024	Project. 2025	Project. 2026
RECETTES BUDGETAIRES	**3 856,7**	**4 473,7**	**4 967,1**	**5 711,9**	**6 497,2**	**7 164,7**	**7 925,9**
Recettes fiscales	**3 637,8**	**4 246,4**	**4 540,3**	**5 282,1**	**6 121,4**	**6 784,8**	**7 718,0**
- DGI	**1 988,1**	**2 364,4**	**2 727,6**	**3 065,8**	**3 429,0**	**4 017,5**	**4 675,6**
dont revenus de pétrole	22,5	31,2	49,7	41,6	37,9	36,9	64,9
revenus de gaz	71,1	76,5	59,9	71,0	71,0	71,0	47,7
- TRESOR	**0,0**	**11,9**	**11,5**	**12,6**	**12,9**	**13,7**	**13,8**
dont impôts sur revenus et salaires	0,0	10,0	10,5	11,3	11,5	12,2	12,4
- DGD *(hors PCS, PCC et SGS)*	**1 649,7**	**1 870,1**	**1 801,2**	**2 203,7**	**2 485,5**	**2 749,7**	**2 944,0**
dont DUS	379,5	0,0	412,3	478,1	443,3	481,2	501,0
Effort additionnel des régies					**0,0**	**3,9**	**84,5**
TVA et DD (chèques spéciaux du trésor)					**193,9**		
Recettes non fiscales	**106,7**	**123,4**	**131,4**	**108,1**	**122,3**	**132,1**	**144,3**
Recettes non fiscales Trésor	84,2	81,5	86,2	63,1	70,0	71,5	74,6
Revenus du domaine DGI	22,0	40,0	42,0	44,9	52,3	60,6	69,7
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Licences de télécommunication	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Recettes exceptionnelles	0,4	1,9					
Dons	**112,2**	**103,9**	**295,5**	**321,7**	**253,5**	**247,8**	**63,6**
- Dons-programmes	**97,4**	**92,4**	**212,4**	**202,4**	**205,0**	**159,2**	**10,5**
AFD (C2D)	73,8		199,7	199,7	199,7	148,7	0,0
GVT espagnol (PCD)	5,6		7,2	0,0	0,0	0,0	0,0
UE	14,4		5,5	2,6	5,3	10,5	10,5
Autres	3,6						
- Dons-projets	**14,8**	**11,5**	**83,1**	**119,3**	**48,6**	**88,6**	**53,1**

Annexe 7 : Evolution des ressources du budget de l'Etat de 2020 à 2026 (suite et fin)

En milliards de Francs CFA

LIBELLES	2020 Réal.	2021 Est.	Budget 2022	Projet de budget 2023	Project. 2024	Project. 2025	Project. 2026
RESSOURCES DE TRESORERIE	**4 086,1**	**3 908,6**	**4 990,0**	**5 015,0**	**5 768,9**	**4 779,7**	**3 998,8**
- Privatisation et ventes d'actifs	**3,0**	**0,0**	**112,7**	**4,5**	**1,0**	**1,5**	**0,8**
- Transfert des entreprises/dette rétrocédée	**12,4**	**33,1**	**12,5**	**29,2**	**36,8**	**85,4**	**96,8**
- Intégration de ressources additionnelles C2D							
-arriérés dividendes PETROCI							
- Emprunts sur marchés monétaire et financier	**2 809,5**	**2 575,2**	**2 832,5**	**3 104,6**	**2 712,4**	**2 585,0**	**2 460,0**
Autres emprunts à moyen et long termes (titrisations)			**39,9**				
- recettes exceptionnelles	**2,1**						
- Emprunts programmes	**906,8**	**722,0**	**466,7**	**320,0**	**1 041,3**	**712,1**	**300,0**
FMI	686,2	495,0	0,0	0,0	712,1	712,1	0,0
Banque Mondiale	118,7	207,3	0,0	0,0	180,0	0,0	0,0
Banque Africaine de Développement	49,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AFD	4,6	0,0	0,0	0,0	49,3	0,0	0,0
Autres	48,1	19,7	466,7	320,0	100,0	0,0	300,0
- Emprunts projets	**352,3**	**578,2**	**1 525,7**	**1 556,7**	**1 977,4**	**1 395,8**	**1 141,2**
- Autres ressources de Trésorerie							
RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**623,4**	**779,6**	**777,4**	**967,5**	**1 246,8**	**1 389,7**	**1 549,9**
Fonds d'Investissements en Milieu Rural (FIMR)	10,1	10,4	9,8	7,8	10,4	10,4	10,2
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)	131,3	163,2	105,2	223,6	250,5	282,6	318,6
Recettes affectées aux collectivités	116,2	133,6	163,6	191,5	189,9	217,9	250,4
TSU SIR	71,3	84,5	84,5	88,6	100,0	109,8	122,1
PCC-PCS	57,4	68,1	67,6	80,7	94,0	104,5	111,9
UA	8,5	10,5	10,1	12,1	14,1	15,6	16,7
Parafiscalité anacarde	7,7	31,7	24,6	24,5	23,0	18,3	18,3
DUS anacarde à transférer à la filière (30%)							
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	37,8	7,3	8,2	10,2	11,3	12,6	14,1
Autres recettes affectées et parafiscalité	183,2	270,4	303,7	328,5	553,8	617,9	687,6
FINANCEMENT A RECHERCHER			**0,0**	**0,0**	**575,5**	**1 967,4**	**3 152,8**
TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES	**8 566,3**	**9 161,9**	**10 734,5**	**11 694,4**	**14 088,5**	**15 301,5**	**16 627,5**
PIB nominal	**35 311,4**	**39 190,4**	**42 826,3**	**46 822,0**	**52 439,7**	**57 515,1**	**63 022,9**
Recette fiscale TOFE	4 356,1	5 096,0	5 349,8	6 292,5	7 410,1	8 224,7	9 327,4
Pression fiscale (Base TOFE)	**12,3%**	**13,0%**	**12,5%**	**13,4%**	**14,1%**	**14,3%**	**14,8%**

Source : MBPE/DGBF

Annexe 8 : Evolution des recettes fiscales de 2020 à 2026

En milliards de Francs CFA

	2020 Réal.	2021 Est.	2022 Budget	2023 Budget	2024 Projections	2025 Projections	2026 Projections
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	3 637,8	4 246,4	4 540,3	5 282,1	6 121,4	6 784,8	7 718,0
dont recettes hors DUS	*3 258,2*	*3 858,1*	*4 128,0*	*4 804,0*	*5 678,0*	*6 303,7*	*7 217,0*
DGI	1 988,1	2 364,4	2 727,6	3 065,8	3 429,0	4 017,5	4 675,6
Impôts directs	1 112,0	1 306,0	1 554,7	1 733,8	1 929,9	2 281,6	2 689,2
Impôts sur bénéfices	458,9	609,4	726,8	816,4	930,2	1 121,5	1 329,7
BIC hors pétrole	372,1	505,5	613,0	691,8	792,9	966,9	1 164,2
BIC pétrole et gaz	65,4	75,3	77,1	78,8	76,2	75,5	78,8
dont gaz imputé	*49,8*	*53,5*	*41,9*	*49,7*	*49,7*	*49,7*	*33,4*
Impôt synthétique	4,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'Etat de l'Entreprenant		5,8	7,8	8,3	15,4	16,8	18,3
- Impôt des microentreprises		4,3	12,4	12,9	18,6	20,3	22,1
- Prélèvement AIRSI	17,1	18,5	16,4	24,6	27,2	42,0	46,3
Impôts sur revenus et salaires *(hors FDFP)*	533,3	564,6	661,2	716,8	786,9	910,9	1 065,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	118,3	130,2	166,8	200,6	212,8	249,2	294,5
Impôts fonciers (arriérés)	1,5	1,9					
Impôts indirects	876,1	1 058,3	1 172,9	1 332,0	1 499,1	1 735,9	1 986,5
TVA (hors part secteur électricité)	437,9	519,9	600,8	672,5	749,2	894,5	1 040,4
TOB (ex TPS)	76,9	87,9	100,0	110,0	121,5	142,3	167,9
Taxes sur boissons et tabacs	57,1	74,1	81,6	94,7	101,5	116,8	134,4
Droits d'enregistrement et de timbre	135,4	195,4	205,6	249,8	293,0	317,5	345,4
dont enregistrement café cacao	*48,1*	*74,8*	*81,6*	*114,7*	*151,6*	*156,6*	*161,1*
Patentes et Licences	19,6	23,6	16,5	18,8	19,8	22,9	26,7
Taxe sur les télécommunications	53,0	57,9	59,9	74,4	79,2	92,0	106,8
Taxe spécifique sur les télécommunications téléphoniques	21,7	28,7	29,3	37,1	38,6	44,9	51,9
Taxe sur caoutchouc	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe ad valorem	33,5	35,2	42,5	35,4	57,0	65,3	70,6
Taxe sur les produits cosmétiques		1,4	1,8	2,2	2,5	2,8	3,2
Accises et autres taxes indirectes (hors revenus du domaine et taxes affectées)	12,8	1,7	2,6	3,5	4,1	4,6	5,2
Taxe d'exploitation de pétrole et gaz	28,2	32,3	32,5	33,8	32,7	32,4	33,8
dont gaz imputé	*21,3*	*22,9*	*18,0*	*21,3*	*21,3*	*21,3*	*14,3*
TRESOR	0,0	11,9	11,5	12,6	12,9	13,7	13,8
Impôts directs	0,0	10,3	10,5	11,3	11,5	12,2	12,4
Impôts sur revenus et salaires	0,0	10,3	10,5	11,3	11,5	12,2	12,4
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)							
Impôts indirects	0,0	1,6	1,0	1,3	1,4	1,5	1,5
Timbres et vignettes	0,0	1,6	1,0	1,3	1,4	1,5	1,5
Autres indirects	0,0						

Annexe 8 : Evolution des recettes fiscales de 2020 à 2026 (suite et fin)

En milliards de Francs CFA

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Réal.	Est.	Projet de budget	Projections	Projections	Projections	Projections
DGD	1 649,7	1 870,1	1 801,2	2 203,7	2 485,5	2 749,7	2 944,0
Droits et taxes à l'importation	1 270,1	1 481,8	1 388,9	1 725,6	2 042,2	2 268,6	2 443,0
Taxes sur produits pétroliers (hors TSU FER en compte spécial à partir de 2015)	498,6	192,5	49,4	280,3	461,7	514,8	617,7
Taxes hors produits pétroliers *(hors SGS, PCS et PCC)*	771,6	1 289,2	1 339,5	1 445,3	1 580,5	1 753,8	1 825,3
Taxes à l'exportation	379,5	388,3	412,3	478,1	443,3	481,2	501,0
MOBILISATIONS ADDITIONNELLES	-	-	-	-	0,0	3,9	84,5
TVA et DD (chèques spéciaux du trésor)	-	-	-	-	193,9	-	-
REVENUS DU DOMAINE	22,0	42,1	42,0	44,9	52,3	60,6	69,7
RECETTES FISCALES AFFECTEES ET PARAFISCALITE	623,4	779,6	777,4	967,5	1 246,8	1 389,7	1 549,9
FDFP	21,2	26,2	32,1	32,6	36,0	41,9	48,2
Fonds de financement de la salubrité urbaine / ANAGED	0,0	47,4	54,7	66,9	99,0	114,5	131,8
Fonds de financement de la salubrité urbaine / FNAD	7,0	8,1	13,7	16,7	19,8	22,9	26,4
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)-ANAGED	37,8	7,3	8,2	10,2	11,3	12,6	14,1
TVA secteur électricité	27,0	37,1	55,6	41,0	44,1	52,6	61,2
Vignettes et patentes Part FER	0,0	33,4	39,5	43,8	47,0	53,8	61,9
Transfert TSU au Fonds d'Entretien Routier (FER)	131,3	129,8	41,6	153,5	174,4	196,7	221,9
PCS, PCC,UA et SGS	96,2	119,9	123,9	140,4	164,7	180,9	194,7
Recettes affectées aux collectivités	116,2	133,6	163,6	191,5	189,9	217,9	250,4
FIMR	10,1	10,4	9,8	7,8	10,4	10,4	10,2
Redevances Café Cacao Part CCC- Sacherie brousse	35,3	37,4	28,3	35,3	36,7	36,7	36,2
Fonds d'Investissement Agricole (2QC)	6,2	6,4	4,8	4,8	6,3	6,3	6,2
TSU SIR	71,3	84,5	84,5	88,6	100,0	109,8	122,1
Parafiscalité anacarde	7,7	31,7	24,6	24,5	23,0	18,3	18,3
Taxe Spécifique sur Equipement (TSE)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Taxes affectées	56,1	66,7	92,5	109,9	284,3	314,4	346,5
TOTAL RECETTES FISCALES (hors FIMR)	**4 273,1**	**5 057,6**	**5 349,8**	**6 292,5**	**7 410,1**	**8 224,7**	**9 327,4**
PIB nominal	35 311,4	39 190,4	42 826,3	46 822,0	52 439,7	57 515,1	63 022,9
Pression fiscale TOFE	12,1%	12,9%	12,5%	13,4%	14,1%	14,3%	14,8%

Source: DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

Annexe 9 : Dépenses du budget de l'Etat de 2020 à 2026

En milliards de Francs CFA

LIBELLES	2020 Réal.	2021 Est.	Budget 2022	Budget 2023	Project. 2024	Project. 2025	Project. 2026
CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	**742,7**	**821,3**	**1 026,3**	**1 167,0**	**1 411,6**	**1 547,0**	**1 542,6**
Intérêts de la dette la dette publique	**742,7**	**821,3**	**1 026,3**	**1 167,0**	**1 411,6**	**1 547,0**	**1 542,6**
Dette intérieure	316,8	398,7	478,1	592,2	680,3	785,6	794,6
Dette extérieure	425,9	422,6	548,2	574,8	731,3	761,4	748,0
PERSONNEL	**1 833,4**	**1 863,7**	**2 027,4**	**2 241,4**	**2 331,7**	**2 448,7**	**2 552,6**
ACHATS DE BIENS ET SERVICES	**848,4**	**828,9**	**821,1**	**858,3**	**863,2**	**958,1**	**947,2**
Abonnement	91,7	106,0	135,9	116,9	121,9	134,3	143,8
Gratuité des soins ciblées							
Organisation des élections	83,4	41,4	12,9	52,0	26,2	86,2	50,1
Fonds de réserves Café-cacao	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Carburant des armées	16,2	15,6	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0
Alimentation des armées	38,1	50,2	42,0	42,0	43,0	49,3	50,7
Autres achats de biens et services	619,0	615,6	614,4	631,4	656,1	672,3	686,6
TRANSFERTS	**870,7**	**1 196,8**	**1 008,5**	**776,6**	**836,1**	**877,2**	**894,6**
Subventions aux écoles privées	102,9	146,1	160,4	165,2	175,2	209,5	240,0
Fonctionnement CNS et sécurisation des élections	67,4	75,7	5,0	25,0	36,1	41,0	36,1
Bourses et pécules	41,6	63,2	59,8	69,4	74,8	96,0	99,0
Transfert aux collectivités	19,6	25,6	27,2	28,5	32,6	33,1	33,6
Autres transferts	639,2	886,2	756,0	488,5	517,3	497,6	485,9

Annexe 9 : Dépenses du Budget de l'Etat de 2020 à 2026 (suite et fin)

En milliards de Francs CFA

LIBELLES	2020	2021	Budget	Projet de budget	Project.	Project.	Project.
	Réal.	Est.	2022	2023	2024	2025	2026
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 769,1**	**2 113,5**	**2 920,5**	**3 107,0**	**3 670,0**	**3 567,7**	**4 425,3**
- Trésor	**1 108,8**	**1 180,0**	**1 311,6**	**1 431,0**	**1 644,1**	**2 083,3**	**3 231,0**
Projets C2D et PCD	198,0	0,0	56,9	199,7	199,7	148,7	0,0
Collectivités décentralisées	41,3	50,5	68,8	74,0	81,9	84,4	86,9
CNS/Investissement	20,2	99,9	47,5	135,0	100,0	250,0	150,0
Fonds d'Etudes	4,9	5,1	10,0	15,0	15,0	15,0	15,0
Restructuration des banques	6,5	10,0	10,0	15,0	15,0	10,0	10,0
Couverture maladie Universelle	11,5	11,7	15,7	16,2	21,8	24,2	26,7
Autres investissements	826,5	1 002,8	1 102,7	976,0	1 210,7	1 551,0	2 942,4
- Financement extérieur des projets	**660,3**	**933,4**	**1 608,9**	**1 676,1**	**2 025,9**	**1 484,4**	**1 194,3**
Emprunts-projets	**558,9**	**841,2**	**1 525,7**	**1 556,7**	**1 977,4**	**1 395,8**	**1 141,2**
Dons-projets	**101,4**	**92,3**	**83,1**	**119,3**	**48,6**	**88,6**	**53,1**
CHARGES DE TRESORERIE	**1 990,6**	**1 523,2**	**2 153,3**	**2 576,5**	**3 729,1**	**4 513,2**	**4 715,3**
Amortissement de la dette	**1 990,6**	**1 523,2**	**2 153,3**	**2 576,5**	**3 729,1**	**4 513,2**	**4 715,3**
Dette intérieure	1 333,3		1 380,2	1 486,5	1 734,4	2 096,6	2 319,9
Dette extérieure	657,3		773,1	1 089,9	1 994,7	2 416,5	2 395,4
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**623,4**	**779,6**	**777,4**	**967,5**	**1 246,8**	**1 389,7**	**1 549,9**
Programme d'Investissements en Milieu Rural / FIMR	10,1	10,4	9,8	7,8	10,4	10,4	10,2
Programme d'entretien routier / FER	131,3	163,2	105,2	223,6	250,5	282,6	318,6
Dépenses des collectivités sur recettes affectées	116,2	133,6	163,6	191,5	189,9	217,9	250,4
TSU SIR	71,3	84,5	84,5	88,6	100,0	109,8	122,1
PCC-PCS	57,4	68,1	67,6	80,7	94,0	104,5	111,9
UA	8,5	10,5	10,1	12,1	14,1	15,6	16,7
Parafiscalité anacarde	7,7	31,7	24,6	24,5	23,0	18,3	18,3
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	37,8	7,3	8,2	10,2	11,3	12,6	14,1
Autres dépenses sur recettes affectés	183,2	270,4	303,7	328,5	553,8	617,9	687,6
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT	**8 678,3**	**9 127,0**	**10 734,5**	**11 694,4**	**14 088,5**	**15 301,5**	**16 627,5**
Masse salariale en % du PIB	5,2%	4,8%	4,7%	4,8%	4,4%	4,3%	4,1%
Masse salariale en % des recettes fiscales	42,1%	36,6%	37,9%	35,6%	31,5%	29,8%	27,4%
Investissement en % du PIB	5,0%	5,4%	6,8%	6,6%	7,0%	6,2%	7,0%

Source : MBPE/DGBF

Annexe 10: Récapitulatif des dépenses de l'Etat par fonction de 2023 à 2026

En milliards de francs CFA

FONCTIONS	Budget 2023	Projection 2024	Projection 2025	Projection 2026	Moyenne 2024-2026	Part (%) hors dette
01 - Services généraux des administrations publiques	2 091,7	2 595,6	2 492,3	2 987,4	2 691,8	28,3%
02 - Défense	405,1	417,8	435,7	465,0	439,5	4,6%
03 - Ordre et sécurité publics	735,0	650,7	715,5	800,7	722,3	7,6%
04 - Affaires économiques	926,8	1 023,6	1 084,8	1 183,1	1 097,2	11,5%
05- Protection de l'environnement	78,1	104,6	99,3	110,0	104,6	1,1%
06 - Logements et équipements collectifs	1 107,5	1 356,2	1 462,1	1 706,6	1 508,3	15,8%
07 - Santé	691,7	649,9	639,9	660,7	650,2	6,8%
08 - Loisirs, Culture et culte	123,2	233,8	265,0	236,1	245,0	2,6%
09 - Enseignement	1 664,6	1 743,8	1 884,3	2 028,4	1 885,5	19,8%
10 - Protection sociale	126,8	171,8	162,4	191,5	175,2	1,8%
Total hors dette publique	**7 950,6**	**8 947,8**	**9 241,3**	**10 369,6**	**9 519,6**	
Charges financières et charges de trésorerie	3 743,4	5 140,7	6 060,2	6 257,9		
Total Général	**11 694,0**	**14 088,5**	**15 301,5**	**16 627,5**	**15 339,2**	**100,0%**

Source : MBPE/ DGBF

Annexe 11 : Projet de budget 2023 et projections 2024, 2025 et 2026 selon les Piliers PND 2023-2026

En milliards de Francs CFA

PILIERS DU PND	Budget 2023	Projection 2024	Projection 2025	Projection 2026
PILIER I -ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE PAR L'INDUSTRIALISATION ET LE DEVELOPPEMENT DE GRAPPES	**444,7**	**569,6**	**620,7**	**674,9**
1-1 - Agriculture	226,9	241,2	217,6	233,3
1-2 - Ressources animales et halieutiques	17,2	28,1	28,8	13,2
1-3 - Industrie	28,8	116,8	171,1	214,1
1-4 - Mines	138,8	144,4	159,9	165,3
1-5 - Hydrocarbures	0,4	0,4	0,4	0,4
1-6 - Artisanat	2,0	8,3	12,1	15,1
1-7 - Culture	16,0	13,8	14,5	16,7
1-8 - Francophonie	0,4	0,4	0,4	0,4
1-9 - Tourisme et loisirs	14,2	16,4	15,9	16,3
PILIER II-DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET PROMOTION DE L'EMPLOI	**1 697,8**	**1 777,2**	**1 919,4**	**2 069,1**
2-1 - Education nationale	1 197,2	1 273,8	1 355,2	1 437,7
2-2 - Enseignement technique et formation professionnelle	172,9	168,3	200,9	219,2
2-3 - Enseignement supérieur et recherche scientifique	295,4	302,5	329,2	372,3
2-4 - Emploi-Travail	26,7	28,1	28,8	32,8
2-5 - Population	5,6	4,5	5,4	7,0
PILIER III-DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE ET DE L'INVESTISSEMENT	**4 995,3**	**6 532,5**	**7 495,2**	**7 929,9**
3-1 - Promotion des investissements privés	4,4	6,6	7,9	9,0
3-2 - Promotion des PME	2,8	11,2	16,4	20,5
3-3 - Energie et Energies renouvelables	167,7	174,4	193,2	199,7
3-4 - Infrastructures routières	670,7	878,6	980,4	1 180,2
3-5 - Transport	257,0	195,4	185,0	208,0
3-6 - Economie numérique et poste	16,0	19,0	18,1	20,5
3-7 - Hydraulique	131,1	143,1	130,2	148,6
3-8 - Financement de l'économie	3 745,7	5 104,2	5 964,0	6 143,5

Annexe 11 : Projet de budget 2023 et projections 2024, 2025 et 2026 selon les Piliers PND 2023-2026 (suite et fin)

En milliards de Francs CFA

PILIERS DU PND	Budget 2023	Projection 2024	Projection 2025	Projection 2026
PILIER IV-RENFORCEMENT DE L'INCLUSION, DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE L'ACTION SOCIALE	**1 185,6**	**1 295,0**	**1 310,9**	**1 361,6**
4-1 - Santé	691,7	649,9	639,9	660,7
4-2 - Nutrition	3,3	3,3	3,3	3,4
4-3 - Protection sociale	49,9	57,2	63,1	76,1
4-4 - Inclusion sociale	55,3	91,8	75,9	88,1
4-5 - Jeunesse	29,2	103,7	130,7	106,7
4-7 - Sport	45,6	49,7	41,7	43,7
4-8 - Urbanisme et habitat	91,4	100,1	138,6	134,4
4-9 - Assainissement et salubrité	219,2	239,3	217,8	248,5
PILIER V-DEVELOPPEMENT REGIONAL EQUILIBRE, PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	**493,6**	**466,8**	**505,0**	**568,7**
5-1 - Développement régional équilibré	415,6	362,2	405,7	458,6
5-2 - Environnement et développement durable	33,7	27,5	23,7	32,0
5-3 - Eaux et Forêts	44,4	77,1	75,6	78,1
PILIER VI : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE, MODERNISATION DE L'ETAT ET TRANSFORMATION CULTURELLE	**2 877,1**	**3 447,4**	**3 450,3**	**4 023,4**
6-1 - Paix et cohésion sociale	105,9	81,7	145,6	114,8
6-2 - Défense et sécurité	22,3	18,0	21,8	28,1
6-3 - Gouvernance administrative	17,8	49,9	62,0	52,1
6-5 - Justice et droits de l'homme	624,4	609,6	650,0	706,5
6-6 - Gouvernance économique	300,0	181,7	192,4	195,4
6-7 - Communication et médias	129,5	127,8	125,4	131,0
6-8 - Coopération internationale	1 490,7	2 175,6	2 051,5	2 581,0
6-9 - Intégration régionale	68,6	81,6	77,8	87,8
6-10 - Planification et statistique	116,8	120,3	122,7	125,4
6-11 - Transformation culturelle et civisme	1,1	1,1	1,2	1,2
TOTAL	**11 694,0**	**14 088,5**	**15 301,5**	**16 627,5**

Source : DGBF